

« Crise » : Wouter Beke est toujours vivant.

Que l'on soit politologue au CRISP, observateur étranger pénétrant (il en est peu), acteur engagé ou citoyen lambda, il faut convenir que le système constitutionnel belge est bloqué, avec le fait sans précédent qu'il s'est avéré impossible de former un nouveau gouvernement dix mois après les élections du 13 juin 2010. Passons sur les comparaisons idiotes (comme avec l'Irak). Selon les normes européennes, la situation paraît inextricable.

Aux dernières heures d'avril, il apparaissait que la mission de Wouter Beke n'était pas terminée, il est toujours vivant ! Des négociateurs (masqués) peuvent finalement avoir en vue une base d'accord dont la NVA s'exclurait. Elio Di Rupo formateur ? Pour bien l'user ?

Suggérons sans rire que la date des prochaines élections législatives coïncide avec celles des élections communales d'octobre 2012, cela ne fait plus qu'un an et demi...

Résumé des chapitres précédents. L'hypothèse des états-majors politiques traditionnels, quand ils se sont lancés dans une négociation qu'ils croyaient de type classique avec Bart De Wever, était qu'il serait possible d'aboutir une fois encore à un compromis « à la belge », comme il y en a eu tant depuis un demi-siècle.

Or, avec la NVA, on n'est plus en présence d'une formation qui puisse se laisser insérer dans le jeu politique belge traditionnel, comme l'était encore l'ancienne Volksunie d'un Schiltz ; mais d'un parti qui veut désosser l'Etat fédéral, encore incarné par le cabinet Leterme.

Cette démonstration, pour ceux qui en doutaient, a été faite lors de l'échec de Vande Lanotte. Il est dès lors incantatoire de répéter, comme dans une comptine, « Le premier parti de Flandre doit faire partie du gouvernement », alors que pendant de longues années le PS (B), tout en étant le premier parti de Wallonie, se trouvait dans l'opposition, avec un discours très fédéraliste pour les socialistes wallons.

Sur le site du PS, précisément, on fait volontiers de la pédagogie. On répond par exemple à la question : « Pourquoi Di Rupo et De Wever ne parviennent-ils pas à conclure un accord ? ». La réponse est que PS et NVA ne totalisent que 53 sièges (sur 150) à la Chambre. Est-ce vraiment là le problème ?

Sur ce blog, on dénonce la NVA non seulement comme parti nationaliste flamand, mais tout autant comme parti de la droite radicale. Laurette Onkelinx ou Paul Magnette savent assez avec quelles forces ils ont à traiter dans le cadre du cabinet Leterme. Lequel, dans l'affaire de la rente nucléaire d'Electrabel, vient de se ranger du côté de la Banque nationale, qui s'est elle-même rangée en faveur du trust de l'électricité contre les chiffres de la CREG, l'organisme de régulation pour ce secteur.

Imaginer des ministres socialistes négociant sur tout cela avec des ministres fédéraux NVA relève du cauchemar.... Car la NVA veut liquider l'indexation automatique des salaires ou mettre un terme aux allocations de chômage de longue durée, ce qui n'a plus rien à voir avec la question du contrôle.

Là dessus, toute une grande presse qui se croit sérieuse agite sur la petite Belgique une menace suprême : l'agence de notation Standard & Poor's pourrait dégrader « notre » note financière, en juin... Un ultimatum ! La bombe atomique ! En réalité, S. &P. se fiche éperdument de savoir s'il y aura un nouveau gouvernement belge ou non, sauf pour ce qui est des « réformes » exigées par la Commission européenne, les Barroso, Van Rompuy, Cameron, Merkel, Sarkozy, Berlusconi et tutti quanti. Il faut lire l'article de l'économiste Frédéric Lordon dans « Le Monde diplomatique » d'avril, d'une implacable ironie, pour prendre la mesure de l'énorme mystification qu'est le « pacte pour l'euro », l'emploi, la stabilité ; en réalité « la réaffirmation de ce qui a si parfaitement échoué »...

Les misères de la grande information...

Dans un paysage médiatique belge en proie à un unanimisme ronronnant, on va relever ici deux exemples. La RTBF s'appuie sur « L'Echo » pour son information économique et financière, cela va plus loin qu'écouter les cours de Bourse en radio à 23 heures. Le personnel des journalistes de la RTBF devrait s'indigner que la direction laisse supposer qu'il n'y a plus parmi eux un seul spécialiste en la matière. Ceux de « L'Echo » raisonnent forcément dans le cadre de la pensée unique.

Des débats ? Des polémiques ? « Le Soir » en offre sur tout, même avec des pages spéciales. Mais là, c'est autre chose. Toute thèse en vaut une autre, donc toutes les idées s'annulent. Tout est vrai et tout est faux. Il n'y a rien qui corresponde mieux à ce climat de scepticisme généralisé et d'indifférence morose dans lequel baigne la société d'aujourd'hui.

Et la façon dont les médias traitent le plus souvent la crise politique belge se ramène à un théâtre avec six ou sept personnages qui entrent ou sortent de scène, et ne parviennent pas à « s'entendre ». Les forces politiques et sociales qui sont derrière sont estompées, dissimulées. Pas de programmes, d'analyses, mais des « petites phrases ». Comme des bulles dans une bande dessinée.

Et l'abus des sondages ! Le sondage d'intentions électorales est une manipulation anti-démocratique, car il influence les décideurs. Exemple : puisque la NVA est donnée à son niveau, voire encore en progrès, il faut la prendre dans le sens du poil. Il ne s'agit plus d'ouvrir les yeux des électeurs, mais de les suivre dans leur choix présumé. Mais la photographie est floue, et ce qu'elle illustre est précisément le volume de la désinformation.

Robert Falony